

BICENTENAIRE DE LA NAISSANCE DE KARL MARX

(P. 3)

Supplément à l'Humanité

Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction : Jacques Chabalier - Guérolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourrière - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur : Jean-Louis Le Moing
Rédaction : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06) - Mèl : communistes@pcf.fr - Relecture : Jacqueline Lamothe - Mise en pages : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous
Creative Commons
BY-NC-SA

Pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité Marée populaire le samedi 26 mai

Un constat s'impose, Emmanuel Macron, son gouvernement et le Medef sont décidés à imposer coûte que coûte une restructuration en profondeur de la société française : politique d'austérité, destruction des droits des salarié.e.s, introduction de la sélection à l'entrée de l'université, casse des services publics, aggravation du sort des sans emplois, réorganisation aggravant les inégalités en matière d'accès à la justice, réforme fiscale favorable aux plus riches, loi répressive contre les migrant.e.s, priorité donnée au secret des affaires contre le droit à l'information, introduction de l'état d'urgence dans le droit commun, répression des mouvements sociaux et des jeunes des quartiers populaires, utilisation de l'égalité femmes-hommes comme simple outil de communication, sans moyens financiers, alors que les femmes sont les premières concernées par les régressions sociales... sans oublier une politique militariste au niveau international. La multiplication des mesures prises avec brutalité sur tous les fronts a un objectif, celui de créer un effet de sidération et espérer ainsi empêcher toute riposte. Le patronat profite de la situation pour multiplier les restructurations et rester sourd aux revendications du monde du travail. En s'en prenant aux personnels à statut, en particulier aux cheminot.e.s, Emmanuel Macron espère, s'il l'emporte, casser tout esprit de résistance.

Ce coup de force peut échouer, car les mobilisations se multiplient dans le pays, chacune avec sa spécificité : journée nationale d'action, grèves, occupation d'universités, manifestations... Il appartient évidemment aux organisations syndicales de décider, avec les personnels concernés, de leurs formes d'action. Chacune d'entre elles a, a priori, des ressorts différents, mais au-delà de tel ou tel aspect, ce dont il est question concerne la nature même de la société dans laquelle nous voulons vivre. Voulons-

nous vivre dans une société où les droits sociaux seraient réduits à néant, où les services publics et la sécurité sociale auraient disparu, où l'inégalité de traitement des territoires serait la règle, où l'accès à l'université serait de plus en plus réduit, où les lanceuses et lanceurs d'alerte et journalistes seraient bâillonnés, où les défis écologiques seraient soumis aux intérêts de la finance, où le logement, les HLM et les locataires seraient marchandise, où la lutte contre les discriminations se réduit à des discours ? Ou, au contraire, voulons-nous une société plus juste, plus solidaire, plus démocratique, plus égalitaire avec un meilleur partage des richesses ? Tel est l'enjeu.

Le gouvernement espère que ces mobilisations sectorielles restent isolées et qu'il pourra les défaire les unes après les autres en tenant bon, en les laissant s'épuiser ou en les réprimant. Affichant sa détermination, il espère ainsi nous décourager. Il se trompe, comme le montre la multiplication des collectifs citoyens en lien avec les salarié.e.s, les retraité.e.s et les étudiant.e.s ainsi que le succès de la solidarité aux grévistes, notamment à ceux de la SNCF. Il s'agit maintenant d'aller plus loin et, toutes et tous ensemble, d'affirmer dans la rue que des alternatives existent, que nous ne nous résignons pas au sort que nous promet ce gouvernement. Il fait la sourde oreille, il faut le forcer à nous entendre et à retirer ses projets. Dans le respect de nos champs d'interventions respectifs, nous voulons aller au-delà de toutes les mobilisations positives qui existent déjà et rassembler toutes les forces sociales, syndicales, associatives, politiques pour construire et réussir ensemble un grand rendez-vous citoyen. Partout en France organisons le samedi 26 mai une marée populaire pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité. 🇫🇷



Pour organiser, participer, s'informer
www.mareepopulaire.fr
Facebook PCF

Dans l'agenda du PCF

Semaine d'actions pour préparer la marée populaire :

23 mai, 12 h : Solidarité avec les salariés de PSA, tribunal administratif de Versailles

23 mai, 12 h : Solidarité avec les salariés d'Air France, tribunal administratif de Paris

23 mai : Participation à la journée en mémoire des descendants d'esclaves

23 mai, 18 h 30 : Travail, métier et emploi. La coopérative des idées 93, 14 rue Victor-Hugo, Pantin (93)

24 mai, 19 h 30 : Mai 1968-2018 : Les luttes d'hier à celles d'aujourd'hui. Débat : 45 rue Marat, Ivry-sur-Seine (94)

Samedi 26 mai : Marée populaire partout en France : le programme sur l'agenda coopératif sur 2017 PCF.fr et sur Facebook "marée populaire 26 mai"

27 mai : Participation à la Fête des terres de Gonesse, Chemin de la justice, patte d'oie de Gonesse (95)

27 mai, 16 h : Solidarité avec les 5 de Briançon, place de la République, Paris

27 mai : Actions pour le logement et contre la loi ELAN

28 mai-5 juin : Semaine d'actions pour relayer la bataille du rail au Sénat

9 juin : Marche sur l'Élysée

MÉDIAS

Pierre Laurent
Samedi 26 mai, matinale
de France info, 8 h 30

Vidéo sur Facebook PCF



A L'INITIATIVE

Réunion des secrétaires départementaux

Donner plus d'ampleur aux mouvements sociaux

Le 16 mai dernier se tenait une rencontre des responsables fédéraux du PCF. Émilie Lecroq, responsable du secteur Vie du Parti, présentait le rapport introductif sur les luttes en cours, sociales et politiques, et sur la préparation du congrès. (Extraits)

« Ils étaient persuadés de pouvoir faire passer la pilule, dit d'emblée la responsable à propos d'Air France. Direction, gouvernement, grands médias... tous avaient vendu la peau de l'ours avant de l'avoir tué. »

Mais les salariés ont refusé l'aumône concédée, lors d'un vote massif. C'est un coup de tonnerre dans le ciel bleu des forces de l'argent. « C'est également contre cette politique d'austérité salariale et d'ouverture à la concurrence que syndicats et salariés se mobilisent à la SNCF. » Une semaine durant se tient un « vote action » et la réussite de cette consultation sera de toute importance pour le maintien de l'unité syndicale en place et pour démontrer le bien-fondé du mouvement en cours.

Un bras de fer de longue haleine est engagé avec Macron et « nous avons déjà marqué des points ». [...] La colère s'installe dans une part croissante de la société. L'image d'un « président des riches » colle à la peau du chef de l'État. L'impression d'injustice est forte, d'autant que la France est devenue championne du monde au jeu des reversements de dividendes. Elle a aussi la médaille d'or des inégalités de salaires, entre salariés et dirigeants. « Cette colère, nous la retrouvons chez les retraités contre la hausse de la CSG, parmi les personnels hospitaliers, dans les Ehpad, tout comme dans les universités. » Sur le calendrier, il y a la mobilisation du 22 mai à l'appel des neuf syndicats de la fonction publique et celle du 26 mai. « Cette grande initiative du 26 mai, qui comme vous le savez a été décidée collectivement avec des forces politiques, syndicales, associatives et citoyennes, peut beaucoup compter dans notre objectif de donner plus d'ampleur aux mouvements sociaux en cours. [...] L'exigence de rassemblement, de construction d'actions

communes pour s'opposer efficacement aux politiques de Macron et son gouvernement est forte parmi le peuple de gauche. »

Calendrier du congrès

Dans la seconde partie de son rapport, Émilie Lecroq rappelle l'enjeu et le calendrier du congrès. « Ces questions sur notre conception du rassemblement, notre capacité à exister tout en construisant avec d'autres, notre rapport aux luttes comme aux actrices et acteurs de ces luttes, ou encore la question d'une organisation utile pour agir efficacement pour la transformation sociale ont été au cœur de nombre de discussions entre communistes, et parfois plus largement, ces dernières semaines. Quelles soient locales ou départementales, beaucoup de réunions, de ruches ou d'ateliers ont eu lieu, parfois en présence de dirigeants, afin de participer aux échanges et d'alimenter la réflexion dans l'objectif d'enrichir l'écriture du projet de base commune. »

À ces échanges il faut ajouter les comptes rendus d'AG, les contributions personnelles ou collectives via Internet, les différentes initiatives nationales qui ont été des succès (États généraux du progrès social, Révolution numérique, Assises communistes de l'écologie). Cela constitue une matière riche pour l'écriture du projet de base commune, laquelle a désormais été envoyée (17 mai) à l'ensemble des membres du Conseil national et à tous les secrétaires fédéraux, à charge pour eux de travailler sur ce texte et transmettre, à la commission du texte, remarques et enrichissements, en vue du Conseil national des 2 et 3 juin.

« Bien qu'inhabituelle, j'invite chacun à s'approprié cette méthode de travail, ce temps de réflexion, afin de poursuivre notre travail d'écriture de ce projet de base commune à plusieurs mains. »

Il s'agit d'un texte court, mis au point par la commission animée par Guillaume Roubaud-Quashie, « appropriable par le plus grand nombre de communistes, qui puisse rendre bien visibles les questions qu'il aborde. Être simple sans être simpliste. » Ce texte se décompose en plusieurs thèses courtes pouvant être vues de façon isolée, tout en s'inscrivant dans un ensemble cohérent.

À ce projet de base commune s'ajouteront des cahiers du congrès réunissant des textes d'analyses sur l'état de la société comme sur les évolutions vécues ou à venir.

« Après le Conseil national des 2 et 3 juin, ce projet de base commune pourra alors être partagé avec le plus grand nombre de communistes. Nous rentrerons ainsi dans une nouvelle phase de notre congrès, qu'il nous revient d'anticiper et préparer pour permettre à un nombre toujours plus important d'adhérents et adhérentes de notre parti de participer à la réflexion sur notre projet, notre stratégie, notre organisation. »

Des assemblées générales, des rencontres de proximité pourraient se tenir du 4 juin au 13 juillet, avant les départs en vacances. Pour rappel, conformément à nos statuts, la limite de dépôt d'éventuels textes alternatifs aura lieu le 6 juillet. Le vote des communistes sur le choix de base commune se tiendra les 4, 5 et 6 octobre. ✪

G. S.



Pour une grande marée en Normandie

Les militants communistes normands se déploient, partout, pour préparer une marée populaire de fort coefficient, après les rassemblements très larges initiés par l'ensemble des confédérations syndicales de la fonction publique, le 22 mai.

La colère est palpable depuis des semaines, face à la politique de Macron. Un an après son élection et alors que le gouvernement et de très nombreux médias assurent le service après vente de ce premier anniversaire, le constat qu'il est « le président des riches » gagne de plus en plus de catégories de salariés. Il s'ancre dans des couches de plus en plus diverses de la population. Après les 1^{er} et 5 mai, la journée de forte mobilisation des cheminots le 14 mai ou celle du 22, la concrétisation, la formalisation autour de la journée du 26 de l'unité de celles et ceux qui manifestent depuis plusieurs semaines, côte à côte, donnent un nouvel élan au mouvement social, dans sa diversité.

Dans ce contexte, les communistes normands se sont fait le relais, avec les autres organisations signataires, de l'appel national. Un tract du PCF a aussi été spécifiquement édité, pour une large diffusion lors des manifestations du 22 et sur les lieux publics et festifs. Il relaie à la fois l'appel unitaire très large, ainsi que l'apport spécifique des communistes dans la mobilisation populaire.

Nous avons en effet beaucoup à dire sur les politiques d'austérité qui étranglent nos services publics, sur l'absence d'une ambition ferroviaire digne des enjeux de notre époque qui a conduit la SNCF à la situation

d'aujourd'hui sur laquelle les libéraux prennent appui pour tenter de lui porter l'estocade. Ou sur le partage des richesses lorsque, révélations après rapports, la France confirme être championne du monde de distribution de dividendes quand c'est « ceinture pour les salariés ». Beaucoup de propositions à mettre en débat, également, quand la chanson du « there is no alternative » nous est jouée sur tous les tons.

Le paysage politique et social est inédit. L'attitude intransigeante, arrogante et méprisante du pouvoir comme les expériences vécues font parfois douter de la possibilité de mettre un coup d'arrêt au rouleau compresseur. Conforter chacun des fronts de lutte qui porte ses revendications propres tout en apportant un éclairage sur la communauté des raisons et des solutions, voilà aussi le rôle que nous pouvons jouer.

Plusieurs rendez-vous sont donnés aux Normands le 26 mai : Caen, Rouen, Le Havre, Dieppe ou Cherbourg. Inutile de préciser que ces mobilisations seront autant revendicatives que festives et gustatives : pique-nique, goûters ou apéros... selon les horaires de marée !

Bref, une grande marée préparée en Normandie comme dans toute la France dont le ressac se fera sentir bien au-delà du littoral ! ✪

Céline Brulin
secrétaire départementale de Seine-Maritime



Initiative des communistes des Bouches-du-Rhône en soutien aux cheminots pour un service public du rail.



Et ici à Grenoble pour la défense des services publics.



Karl Marx, le 5 mai 2018 • Initiatives multiples pour le bicentenaire de sa naissance

Pour le bicentenaire de la naissance de Marx, le 5 mai dernier, la ville de Trèves [Rhénanie-Palatinat] n'a pas fait les choses à moitié. Pendant tout un week-end, l'auteur du *Manifeste du parti communiste* était à l'honneur dans cette vieille cité romaine baignée par la Moselle qui l'a vu grandir. La presse a beaucoup parlé de la statue monumentale réalisée par le sculpteur chinois Wu Weishan et inaugurée en grande pompe par la municipalité, ainsi que des produits dérivés en tout genre censés symboliser la récupération finale de Marx par l'économie de marché. Après tout, même Jean-Claude Juncker a fait le déplacement...

Pourtant, il suffit d'avoir été sur place le 5 mai pour comprendre que Marx reste, deux siècles plus tard, un enjeu profondément politique. Il suffit d'avoir vu ces centaines de militantes et de militants venus du monde entier pour rendre hommage à un théoricien et à un homme d'action qui continue d'incarner partout la lutte pour l'émancipation humaine. Parfois simplement pour déposer une fleur ou prendre une photographie.

Ses adversaires les plus dangereux ne s'y sont d'ailleurs pas trompés. Le parti d'extrême droite Alternative für Deutschland, qui a fait une entrée fracassante au Bundestag lors des élections législatives de 2017, appelait à une contre-manifestation dont le mot d'ordre laissait peu de place à l'ambiguïté : « déboulonner Marx ». Dans la ville de la Sainte Tunique comme ailleurs, le vieux barbu continue à faire enrager les partisans de l'ordre ancien.

Statue et manifestations mises à part, le bicentenaire de Marx à Trèves ce sont d'abord et surtout trois grandes expositions ; l'une, permanente, à la Karl-Marx-Haus, les deux autres temporaires au Stadtmuseum Simeonstift et au Rheinisches Landes Museum, consacrées à sa vie, son œuvre et sa postérité. L'occasion bien sûr, de découvrir la maison dans laquelle Marx est né, ainsi qu'un grand nombre de documents originaux (manuscrits, lettres, diplôme de doctorat...), mais aussi de s'immerger dans sa biographie, de découvrir ou de redécouvrir ses principaux apports théoriques. Un parcours à la fois pédagogique et précis qui replace Marx dans le contexte des bouleversements politiques, sociaux, économiques, culturels, technologiques du milieu du XIX^e siècle et donne un aperçu – parfois un peu caricatural – des usages qui ont été faits de son œuvre au cours du XX^e siècle.

Les forces de la gauche de transformation sociale avaient également décidé de se saisir de cet événement, non pour jeter un regard nostalgique vers le passé, mais pour préparer et construire l'avenir. Ainsi, le 6 mai, la Fondation Rosa-Luxemburg organisait une journée de conférences et de débats autour de l'actualité de Marx et du marxisme. L'événement avait une très forte dimension européenne : Trèves est à la frontière du Luxembourg, et à quelques dizaines de kilomètres seulement de la France et de la Belgique, au cœur de cette grande région qu'on appelle parfois le Saar-Lor-Lux.

L'initiative s'est conclue par un grand débat transnational, au cours duquel j'ai échangé avec Heinz Bierbaum, membre de la direction de *Die Linke*, Damien Robert, membre de la direction du Parti du travail de Belgique, et Marc Baum, député du

parti luxembourgeois déi Lénk. Force est de constater les profondes convergences qui existent entre nos différentes formations sur les analyses mais aussi sur les interrogations liées au renouveau de la pensée marxiste. Partout, la question de la lutte des classes se pose avec une indéniable acuité. Les militants allemands, belges et luxembourgeois ont d'ailleurs les yeux tournés tout particulièrement vers la France, ils observent avec beaucoup d'attention les luttes menées chez nous par les cheminots, les étudiants...

Partout également, on réfléchit sur le sujet révolutionnaire de notre temps : chacun constate les mutations qui affectent les processus de travail, qui bouleversent le salariat, et tous se demandent comment organiser et rassembler ce « nouveau prolétariat » que l'on peine parfois à nommer. La classe ouvrière a changé bien sûr, mais c'est toujours elle qui produit les richesses accaparées par une petite minorité. Ses intérêts sont donc bien ceux de l'immense majorité, des 99 % comme on dit parfois. Une discussion enrichissante, qui mérite d'être poursuivie. ✪

Jean Quétier

rédacteur en chef de la revue Cause commune

Chine : Rencontre internationale

En ce mois de mai, la Chine célèbre le 200^e anniversaire de la naissance de Karl Marx par toute une série de manifestations. A Pékin, le Musée national a inauguré une exposition retraçant l'histoire et le développement du marxisme en Chine. L'université de Nanjing a présenté au public des manuscrits originaux de Marx. *Le Capital* et le *Manifeste du parti communiste* ont été réédités et le film de Raoul Peck, "Le jeune Karl Marx", est à l'affiche.

« Promouvoir sans cesse la sinisation et la modernisation du marxisme est totalement pertinent », estimait le président chinois Xi Jinping en conclusion d'une semaine de colloques et séminaires qui se sont tenus à l'Assemblée du peuple sur le thème "Marx avait raison", démontrant que « les théories du philosophe demeurent applicables dans la Chine moderne ».

C'est d'ailleurs à Shenzhen, zone expérimentale de la province du Guangdong, où ont été lancées les premières réformes économiques en 1980, que se tiendra le 28 mai une rencontre internationale sur « le marxisme du 21^e siècle » réunissant, à l'initiative du département international du Parti communiste chinois, les représentants de quelque cent cinquante partis et organisations de gauche. Un programme d'initiatives et de rencontres est proposé du 25 mai au 3 juin. Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, participera à ces différents rendez-vous. ✪

Stop au racisme ! Égalité pour toutes !

Après les propos d'Emmanuel Macron sur l'incivilité du voile des musulmanes puis ceux sur les sorties scolaires de Jean-Michel Blanquer sur les mamans voilées, voici que Gérard Collomb se joint à la secrétaire d'État Marlène Schiappa dans la polémique "textile" en tenant des propos indignes de sa fonction. Le voile n'est pas interdit dans l'espace public, ce sont aux femmes qui le portent de décider du sens qu'elles donnent à leur foulard.

Ces attaques répétées qui jettent en pâture sur la place publique ces femmes sont une honte pour notre République et ses valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité. Comment défendre l'égalité femmes-hommes quand vous participez au lynchage public d'une jeune femme syndicaliste ?

Le PCF dénonce ce racisme décomplexé de responsables politiques qui s'écartent de leurs fonctions pour formuler des opinions personnelles qui contribuent à la stigmatisation. Est-il besoin de rappeler qu'en 2017, 85 % des victimes d'agressions islamophobes étaient des femmes ?

La liberté ne se divise pas, elle ne peut donc être seulement celle dont nous partageons les idées et les choix. La liberté vestimentaire est une liberté individuelle, la seule limite à cette liberté étant de ne pas imposer aux autres ses propres choix. [...] ✪

PCF, 19/5/2018

Mettre le peuple palestinien sous protection internationale

Depuis le début des Marches pour le retour, la Nakba, le 30 mars, le Parti communiste avait interpellé le président Macron pour exiger que des sanctions soient enfin prises contre le gouvernement israélien qui était en train d'assassiner aux yeux du monde entier de simples manifestants pacifiques. Ce lundi 14 mai, alors que les États-Unis inauguraient leur nouvelle ambassade avec Netanyahu à Jérusalem, 61 Palestiniens ont été tués par les tirs israéliens. L'escalade était prévisible et le 14 mai a été la journée la plus meurtrière depuis la guerre de Gaza en 2014. Si la France a condamné Israël du bout des lèvres dans un communiqué, à aucun moment il n'a été question de sanctionner cet usage de la force disproportionné et illégal. Elle aurait pu à minima rappeler son ambassade comme l'ont fait l'Afrique du Sud et la Turquie. Cette inaction internationale est coupable et la France complice des forces israéliennes qui ont tué 106 Palestiniens, dont 15 enfants, et blessés plus de 12 000 personnes, dont au moins 3 500 à balles réelles lors de ces manifestations.

Non, ce n'est pas le Hamas qui a envoyé les enfants et les femmes au massacre comme se défend Israël. C'est bien les citoyens qui manifestaient pacifiquement pour leurs droits, parce qu'il n'en peuvent plus de vivre dans une prison à ciel ouvert.

Après le massacre, le Conseil des droits de l'homme a finale-

ment voté, vendredi 18 mai, l'envoi en urgence d'une commission d'enquête internationale indépendante qui devra rendre ses conclusions avant mars 2019. Sur les 47 membres, seuls les États-Unis et l'Australie s'y sont opposés, 14 autres pays – parmi lesquels la Suisse, l'Allemagne et le Royaume-Uni – se sont abstenus. C'est un point d'appui, mais c'est dès maintenant qu'il faut mettre le peuple pale-

“le double discours de la France n'est plus supportable”

stinien sous protection internationale.

Le double discours de la France n'est plus supportable. D'un côté elle agit en bombardant la Syrie avec ses amis américains et de l'autre il n'y a que des paroles si faibles qu'on ne les entend pas. Elle laisse Trump organiser la guerre au Moyen-Orient en accumulant les provocations comme le déplacement de l'ambassade ou la rupture de l'accord sur le nucléaire iranien qui auront des conséquences incalculables. Et elle n'utilise pas les moyens simples en sa possession comme par exemple de reconnaître l'État palestinien avec Jérusalem Est comme capitale, comme le préconisait pourtant l'Assemblée nationale en décembre 2014.



Ce serait bien plus qu'un symbole mais un acte concret qui serait bientôt suivi par d'autres pays et qui permettrait d'agir contre la poursuite de la colonisation et contre l'occupation. Le gouvernement français pourrait aussi peser de tout son poids pour que l'Union européenne suspende l'accord d'association tant qu'Israël ne respecte pas le droit international et les résolutions de l'ONU. Elle pourrait exiger la libération de Salah Hamouri et de tous les prisonniers politiques ; mais au lieu de cela le gouvernement a lancé une saison France Israël de juin à novembre 2018 qui a pour vocation « de montrer la vitalité de la relation bilatérale dans les domaines culturels et scientifiques, de marquer une nouvelle étape dans les relations économiques et de renouveler le regard que portent les Français sur Israël et les Israéliens sur la France. »

C'était déjà insupportable alors que l'extrême droite israélienne n'a jamais autant foulé aux pieds les droits des Palestiniens, cela l'est d'autant plus après ces massacres. C'est pourquoi nous appelons les communistes à signer la pétition <http://annulationfranceisrael.wesign.it/fr> qui demande l'annulation de cet événement et à rester vigilants. ✪

Le collectif Palestine du PCF

Samedi 9 juin, Paris, Champ de Mars

Pour défendre notre dignité !

La Marche vers l'Elysée, lancée par les 5 parlementaires communistes des Hauts-de-France, le 9 février dernier, arrivera sur Paris le 9 juin, au terme d'un périple de 2 500 km ponctué de multiples rencontres et actions, et accompagnée par 40 cars venus de tout le nord de la France.

Avec à l'arrivée un grand rassemblement revendicatif et festif, avec la participation de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, suivi d'un pique-nique géant sur le Champ de Mars, au pied de la Tour Eiffel, pour soutenir les délégations qui se rendront à l'Elysée et Matignon, porteuses d'un « Manifeste des Hauts de France ».

Une initiative ouverte, par-delà les Picards et les Nordistes, à toutes celles et tous ceux qui veulent faire entendre au monarque de l'Elysée leurs colères, leurs espoirs, leurs attentes et exigences d'une vie meilleure.

« Le 9 faisons du neuf ! »

Ce fut l'exclamation en forme de boutade lancée par Fabien Roussel, député du Nord, le 9 février dernier à Lille pour annoncer l'initiative prise avec ses collègues communistes des Hauts-de-France et par les 5 fédérations PCF de la région.

Point de départ: le sentiment de révolte devant le « budget pour les riches » décidé par Macron, avec de nouvelles coupes claires dans les dépenses publiques et la protection sociale, une austérité renforcée et donc des difficultés encore plus grandes pour les populations et les territoires du Nord, du Pas-de-Calais et de Picardie. Alors même que les richesses créées par le monde du travail sont plus im-



portantes que jamais, notamment dans cette grande région industrielle et agricole. D'où l'appel aux salariés, aux habitants à se mobiliser pour faire entendre, jusqu'au sommet du pouvoir, leurs colères, leurs exigences, leurs aspirations « à faire du neuf ». Les deux députés, Fabien Roussel et Alain Bruneel, les trois sénateurs, Michèle Gréaume, Eric Bocquet et Dominique Watrin, et les secrétaires départementaux du PCF décident alors de préparer une série de rencontres et d'actions, tout à la fois pour discuter avec les salariés, les citoyens et faire grandir les résistances, les mobilisations et les propositions alternatives: avec les sages-femmes et le Comité de défense à la maternité de Creil menacée de fermeture, à l'hôpital de Douai placé sous la protection des citoyens avec une « chaîne humaine », à Dunkerque pour débattre des enjeux portuaires, avec les salariés de Daunat dans l'Aisne, dans le Bassin minier pour un plan Santé et pour le logement, en soutien aux cheminots pour la défense des lignes du quotidien, avec la jeunesse, pour soutenir la vie associative...

2 500 km et des milliers de personnes rencontrées...

Cette Marche vers l'Elysée, c'est donc un formidable périple à travers toute une région, qui va se poursuivre toute la semaine précédant le 9 juin, avec 5 jours-marathon: le 4 juin à Boulogne, avec les pêcheurs de la criée, les personnels hospitaliers et les salariés de l'usine ex-SBE, puis à Dunkerque avec les sidérurgistes; le 5 juin, avec les salariés de l'industrie du Valenciennois et ceux de Renault-Douai, puis les locaux des cités minières du Lensois; le 6 juin, avec la visite de la papeterie en lutte ArjoWiggins à Wizernes puis les salariés des services publics de l'agglomération amiénoise à Longueau; le 7 juin, avec les cheminots de Tergnier puis les personnels de justice du Tribunal de Soissons; le 8 juin, avec les syndicalistes de tous secteurs du Nord Compiégnois, les élus du Thourottois, les personnels et Comités de défense des hôpitaux de Clermont de l'Oise, les usagers et cheminots de la gare de Creil, et les habitants de Montataire...

Un Manifeste des Hauts-de-France

Riche de ces milliers de rencontres avec des femmes et hommes trop souvent méprisés par ceux qui gouvernent, porté par le développement fort des luttes et du mouvement social depuis trois mois, c'est un véritable « Manifeste » pour d'autres choix, en faveur du progrès social, de la qualité de vie et du développement harmonieux de tous les territoires, avec des propositions précises, qui va être déposé le 9 juin, à l'Elysée et à Matignon, par des délégations comprenant les parlementaires et responsables communistes et des acteurs de lutte en cours. Un « Manifeste » qui va pouvoir à son tour nourrir les luttes en montrant que d'autres choix sont possibles si l'on s'attaque à l'évasion fiscale des riches, aux cadeaux aux milliardaires et aux grandes sociétés, si l'on réoriente l'argent des banques vers les activités utiles aux besoins humains.

Un rassemblement revendicatif et festif

Annoncé très tôt à un moment où les mobilisations sociales n'avaient pas encore pris leur ampleur actuelle, le 9 juin peut être un nouveau temps fort de la résistance qui monte face à un pouvoir macronien méprisant et autoritaire. Dans les 5 départements des Hauts-de-France, 300 000 tracts popularisent l'initiative et les 40 cars prévus, en insistant sur le double caractère combatif et convivial de la journée. Sont invités à venir évidemment les salariés en lutte, mais aussi les divers collectifs citoyens de défense d'hôpitaux, de gares, de postes et plus largement les familles populaires: « Nous inscrivons comme pour nos journées à la mer, adultes et enfants, pour une sortie à Paris, pour dire sa colère à Macron mais aussi pour voir la Tour Eiffel et découvrir le cœur de Paris. Il y aura des concerts, des animations et on pique-niquera ensemble. Car les bons moments ne doivent pas être réservés qu'aux riches. C'est une nouvelle journée pour revendiquer le droit au bonheur pour toutes et tous », indique Thierry Aury, secrétaire départemental du PCF Oise.

Le programme

- 10 h 30 arrivée au Champ de Mars
- A partir de 11 h, prises de parole des 5 parlementaires et de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF
- Puis témoignages d'acteurs des luttes et du mouvement social
- Délégations vers l'Elysée et Matignon
- 13 h : pique-nique géant
- Concerts et animations tout au long de la journée

Fêtes départementales



Fête d'Avion (Pas-de-Calais) et Fête de la Gironde



Sociologie fine

Un responsable de la République en marche d'Ille-et-Vilaine (sa carte de visite dit très exactement « co-animateur du pays de Dol-de-Bretagne d'En Marche et community manager du compte @enmarche35 », car c'est ainsi qu'ils causent dans ce milieu), le community machin donc a tweeté un message définissant ainsi l'université de Rennes: « C'est 30 % d'étudiants alcoolos et 70 % de dreadlocks. »

En utilisant les mêmes outils de sociologie fine, on pourrait dire sans craindre de se tromper qu'En Marche, c'est 30 % de carriéristes et 70 % de benêts; ou 30 % de gosses de riches et 70 % de gens qu'aimeraient bien être des gosses de riches; ou 30 % d'indécis et 70 % de réacs; ou 30 % de malins et 70 % de derniers de cordée, etc. Le lecteur sagace complètera. 🇺🇸

Gérard Streiff



MACRON, ENTREPRISE DE DÉMOLITION

Forces, failles et supercheries
Olivier Dartigolles (144 pages, 10 €)
COMMANDE des organisations
Règlement à l'ordre du PCF à:
PCF - 2, place du Colonel-Fabien
75019 Paris

Prix préférentiel pour les fédérations
Pour des débats autour du livre:
Alain Feuchot afeuchot@pcf.fr (Tél.:
01 40 40 11 11)

PROCHAINES RENCONTRES AUTOUR DU LIVRE

6 juin : Saint-Junien (86)

10 juin : Fête de l'Ariège (09)

Mercredi 30 mai 19 h, au siège du PCF CARTE BLANCHE À L'HUMANITÉ

pour son numéro spécial

Débat avec

GÉRARD ALEZARD, en 1968 secrétaire de l'union départementale CGT de Paris

AIMÉ HALBEHER, en 1968 secrétaire de la CGT Renault Billancourt

CHARLES FITERMAN, en 1968 collaborateur de Waldeck Rochet, secrétaire général du PCF

ALAIN KRIVINE, en 1968 dirigeant de la Jeunesse communiste révolutionnaire

GISÈLE MOULIÉ, en 1968 responsable CFDT aux Chèques postaux. Animé par JEAN-PAUL PIEROT, journaliste

